



*Rapport d'étape
juillet 2003*

CARITAS France-Secours Catholique
10 rue Sergent Bobillot B.P. 436
38018 Grenoble Cedex 1
Tel/fax : 04.76.17.20.80 ou 04.76.87.23.13 (poste 53)
Courriel : sc38.cause.commune@wanadoo.fr

Introduction

Rédigé tous les six mois, le rapport d'étape de Cause Commune est devenu un rendez-vous presque habituel. Voici le cinquième depuis le début de l'expérience.

Il nous permet de faire le point sur notre démarche et de communiquer avec de nombreux interlocuteurs qui s'y intéressent et dont les réactions nous sont précieuses. Le prochain, en janvier 2004, fera suite à l'évaluation de Cause Commune. Il aura sans doute une forme et un contenu différents. Pour l'instant, ce rapport vous présente brièvement les démarches menées sur chacun des quatre quartiers, en tenant compte du fait que, sur deux d'entre eux, l'action de Cause Commune n'a réellement été initiée qu'en septembre 2002. Ensuite, nous abordons un certain nombre de thèmes récurrents en les illustrant de ce qui se vit dans les quartiers.

Cette fois-ci, nous avons franchi le cap significatif de deux années de travail de terrain. Nous sommes maintenant en mesure de commencer de tirer quelques leçons à partir de nos satisfactions comme de nos difficultés. Une caractéristique semble ressortir des six derniers mois : nous sommes progressivement entrés, sur les quatre quartiers où nous sommes présents, dans une phase d'action collective avec la population. Pour autant, nous ne sommes pas au bout de nos peines : la mobilisation reste souvent éphémère, parfois liée à un événement ou à un intérêt particulier. Cependant, nous faisons en sorte que les dynamiques collectives qui se révèlent, puissent progressivement conduire les personnes vers un engagement plus durable au service de leur quartier.

La phase de contacts individuels reste pourtant vitale pour élargir notre connaissance des personnes, pour continuer de pénétrer les fonctionnements complexes des quartiers, pour accroître notre crédibilité par une présence assidue.

Nous avons aujourd'hui le sentiment réconfortant que notre investissement n'est pas vain, que les habitants avec qui nous sommes engagés, ont absolument besoin d'une forme de présence qui régénère leur vie sociale et qui aille à contre-sens de la morosité et de la résignation ambiantes.

S'il faut envisager les choses sous l'angle des résultats, nous invitons à regarder autrement. Certes, il y a bien un aspect quantifiable : **123 visites dans les 4 quartiers et 27 rencontres collectives d'habitants pendant ces six derniers mois**. Il y a aussi un aspect lié à l'aboutissement d'une action : telle fête a eu lieu, des habitants ont donné un nom à leur immeuble, ils ont réussi à rétablir le dialogue avec leur bailleur... Il y a enfin les changements sous-jacents produits par la démarche elle-même : des personnes se mettent debout, s'expriment, redressent la tête, prennent des responsabilités, retrouvent une humanité, un sens aux relations sociales, s'intéressent à la vie. Elles voient plus loin que leur F3, se préoccupent d'autre chose que du feuilleton « les feux de l'Amour » à 13h45 ou de leur chien !

Construire une société juste et fraternelle est au-delà de nos forces. Par contre, y contribuer, reste notre objectif permanent. Essayez de lire ce rapport entre les lignes, vous y trouverez des traces de cette ambition utopique !

« Une fois l'homme présent, il contamine le monde entier »

Emmanuel Mounier

LE POINT SUR LES QUARTIERS

Ilôt Abry

Il est sans doute utile de rappeler que ce quartier fait l'objet d'une démarche particulièrement intéressante en ce sens qu'elle met en jeu une collaboration entre deux institutions : le CCAS de la ville de Grenoble et le Secours Catholique à travers Cause Commune. Ce n'est qu'en janvier 2003 que les deux animateurs ont pu commencer ensemble le travail de terrain : Valérie GOZNIC pour le compte du CCAS, Ahmed NACERI pour le compte de Cause Commune.

Bilan des rencontres de terrain :

Une cinquantaine de personnes a été rencontrée avec une forte majorité de femmes.

Les habitants nous ont bien accueillis, nous avons été invités chez une dizaine de personnes. Malgré les intempéries de l'hiver, les habitants ont pris le temps de nous parler.

Le thème principal récurrent est le problème d'insalubrité des logements et de la propreté extérieure (déjections canines, déchets jetés par les fenêtres, pigeons).

Trente visites dans le quartier ont été effectuées à différentes heures de la journée, depuis le début de l'action sur Abry.

Notre démarche est plutôt bien accueillie mais un certain scepticisme s'exprime sur la mobilisation des habitants.

Les habitants de la grande tour reconnaissent ne pas se parler beaucoup et suivre le schéma « métro, boulot, dodo » sans trop se soucier des voisins. Les habitants concèdent qu'il n'y a pas de vie sociale dans leur quartier mais ils ne sont pas hermétiques à participer à des rencontres collectives.

Hormis le problème de la propreté, une habitante nous parle du squat de l'allée n°2 André Abry où des jeunes fument « de tout ».

Deux vieux maghrébins rencontrés semblent souffrir de l'isolement, pas de lien avec leurs voisins, ils se déplacent jusqu'à Mistral pour aller à la mosquée.

Evaluation de ces rencontres de terrain :

Nous avons rencontré des habitants de différentes nationalités et catégories socioprofessionnelles (retraités, travailleurs...), peu de jeunes mais beaucoup de femmes.

La décision de faire des visites à différents moments de la journée est judicieuse, il faut continuer dans ce sens pour connaître les habitudes des habitants et élargir le champ de rencontres.

Concernant les deux petits immeubles du chemin Meney, nous constatons que du fait de leur détachement de l'îlot Abry et de la petite taille de ces immeubles, nous avons vite fait le tour et nous donnons l'impression d'attendre que les gens sortent sans être dans le naturel de la rencontre.

Les rencontres avec les habitants, nous ont fait découvrir un certain potentiel, une richesse humaine qui semble barrée par l'individualisme et le repli sur soi. Par conséquent, il faut privilégier la discussion informelle avant d'évoquer des actions collectives. Nous devons donner du temps à l'appropriation mutuelle et ne pas « sauter au cou » des habitants !

Un groupe de femmes rencontrées au pied de la Villa le 03 mars est à l'origine de la première rencontre collective qui a eu lieu dix jours plus tard.

Bilan des rencontres collectives:

Onze rencontres ont été programmées avec les habitants depuis. La première a eu lieu avec dix habitants, elle a permis d'établir un premier contact avec les animateurs; et un diagnostic participatif sur les problèmes du quartier. Cette rencontre a été le point de départ d'un processus de prise de conscience que les participants étaient nombreux à avoir les mêmes problèmes (ce qui est une des bases de l'action collective).

Les autres rencontres ont vu les habitants mettre en place une stratégie pour atteindre leur objectif principal : renforcement du dialogue avec le bailleur social pour évoquer ensemble le problème de vétusté de certains logements.

Ainsi le groupe (se définissant aujourd'hui, lui-même, comme un collectif d'habitants) a successivement rencontré un technicien de la société d'HLM, la SDH, l'élue de secteur, une association de défense de consommateurs (la CLCV) et le Président de l'association des locataires de l'îlot Abry.

L'objectif fixé par le groupe pour ces rencontres est d'activer, voire réactiver, le réseau institutionnel afin de promouvoir le dialogue, la concertation et la recherche collective de solutions à ses problèmes.

L'émergence de ce collectif d'habitants et les démarches entreprises ont suscité le doute et le questionnement de certaines institutions. Dans un souci de transparence, de partenariat et à leur demande, les animateurs ont rencontré les institutions concernées. Ces rencontres ont donné lieu à une meilleure compréhension de la démarche de Développement Social Local sur le secteur Abry et ont ouvert des perspectives de travail en commun.

Le collectif d'habitants se renforce au point de compter 34 participants, dont un noyau dur de 10 personnes. Le collectif continue de travailler pour atteindre son principal objectif. Les animateurs s'évertuent à donner aux habitants la possibilité de s'exprimer collectivement et de prendre des responsabilités à leur portée.

Les habitants se sont prouvés à eux-mêmes qu'ils étaient aptes à rencontrer et dialoguer avec des institutions. L'émergence de leader et de personnes très engagées dans le collectif, permet d'espérer une réelle implication dans l'action collective. Ils ont su surmonter leurs a priori, les craintes liées à leurs difficultés d'expression, pour reprendre confiance en leurs capacités de parole et d'action.

La période estivale marque un temps de pose pour le collectif. Lors de la rencontre du 27 juin les habitants se sont donnés des objectifs pour la rentrée qu'ils ont à cœur d'atteindre.



Champ Berton

Depuis notre dernier rapport d'étape, les différents sujets abordés avec les habitants ont connu des évolutions diverses sans toutefois progresser de manière très significative dans la résolution des problèmes.

La deuxième fête de l'histoire du quartier a eu lieu le 3 mai. Elle a connu moins de succès que celle de l'année précédente, malgré la participation d'une centaine de personnes. L'organisation était un peu chaotique : tout s'est réglé à la dernière minute (recherche de subventions, approvisionnement, réservation de la salle, appel aux bénévoles, recherche d'une sono).



Les animateurs de Cause Commune ont volontairement laissé davantage de place aux initiatives des habitants. L'improvisation qui s'en est suivie n'a pas toujours été à la hauteur des ambitions, malgré l'énorme bonne volonté de quelques-uns. Nous avons eu le sentiment (confirmé depuis) que tout le monde ne trouvait pas sa place et que l'écueil de l'appropriation par une communauté au détriment de l'autre n'a pas pu être complètement évité.

Les charges locatives :

Rappelons, en ce qui concerne le problème des charges locatives, que l'action menée par les habitants avait conduit à une confrontation avec le propriétaire devant la Commission Départementale de Conciliation. Le propriétaire avait reconnu des « erreurs » et accepté de revoir la régularisation des charges locatives.

Ainsi, entre décembre et janvier, les habitants ont pu constater qu'ils avaient moins à payer ; ceci sans aucune explication... Certains s'interrogeaient, un peu inquiets, d'autres, contents de l'aubaine, ne disaient rien... Petit à petit, l'information a été diffusée dans le quartier : c'était bien le résultat de l'action des locataires !

En février, le propriétaire a daigné envoyer un décompte des charges pour l'exercice 2001, revu et corrigé. L'habitant qui avait procédé aux vérifications l'an dernier a de nouveau examiné l'exercice. Il en ressort quelques progrès dans le respect de la loi mais des irrégularités sont encore constatées.

Pour aller plus loin, il aurait fallu que l'association des locataires se remette en campagne, qu'elle approfondisse ses relations avec les grandes associations nationales de défense des droits des locataires, pour s'y affilier, qu'elle se mette elle-même en conformité légale, en tenant, au minimum, son Assemblée Générale statutaire. En réalité, nous avons constaté un certain ralentissement de l'intérêt, comme si ce résultat financier obtenu vidait de leur contenu les combats à venir.

Or, il est clair que la mise en conformité avec la loi concernant les charges locatives resterait un objectif à atteindre. Le fait que l'on puisse reprendre, dans un contentieux, jusqu'à cinq années en arrière laisse une marge pour des mobilisations futures. Cependant, il est évident que ce ne sont pas les animateurs de Cause Commune qui sont les maîtres des décisions à prendre, mais les habitants eux-mêmes.

La structuration sous la forme associative.

Depuis plus d'un an et demi, moment où nous avons repéré l'existence d'une association des locataires, nous avons exercé une pression douce mais continue, pour que se pose avec les habitants la question de la remise à flot de l'association. Cela s'est traduit, l'an dernier, par la recherche d'adhérents. Une cinquantaine s'est engagée. L'Assemblée Générale a été convoquée le 2 mai 2003.

Cette AG était indispensable pour avancer sur la question des charges locatives (dans l'éventualité d'une action en justice) mais aussi pour que les actions collectives des habitants puissent être organisées et que des personnes s'investissent de manière régulière. Seulement dix personnes ont répondu à l'invitation. Ce petit nombre a été estimé insuffisant par les présents pour élire le conseil d'administration et le bureau ; il a donc été décidé de reporter l'AG au 23 mai, date à laquelle elle s'est tenue avec une vingtaine de participants. Tant bien

que mal, un rapport d'activité, la cooptation de six personnes et l'évocation de quelques projets à venir ont pu se dérouler.

Nous ne sommes pas persuadés de la suite. L'association s'est donc mise « à peu près » en conformité avec la loi. Des questions demeurent. Nous sentons le risque qu'un « vernis associatif » ne masque en réalité des fonctionnements qui n'associent pas suffisamment les uns et les autres. Fallait-il soutenir cette démarche ou tenter d'autres stratégies ?

La forme associative de type loi 1901 est la seule qui soit légale en France. Cependant, nous mesurons qu'elle correspond peu aux cultures et fonctionnements des habitants (qui seraient plus à l'aise dans un modèle clanique avec un « chef de village », ou dans un « collectif d'habitants » plus informel). Pourtant, la réalité juridique française doit être prise en compte sans quoi aucune action d'envergure mettant en jeu le droit, ne sera possible. Pour avoir « droit de cité », il faut exister légalement.

Le Grand Projet de Ville : une autre démarche qui remonte à plus de six mois en arrière, a pu aboutir. Il s'agit d'une rencontre entre les habitants et le PACT, organisme chargé d'une enquête auprès de la population dans le cadre du Grand Projet de Ville. Cette enquête suscitait de multiples inquiétudes dans la mesure où elle visait à obtenir des renseignements considérés comme confidentiels par les habitants et dont ils ne connaissaient pas l'usage ultérieur. Quelles raisons avaient-ils de faire confiance à un organisme inconnu travaillant pour le compte de la mairie ?

Il nous a semblé, dans ce cas, qu'une occasion aurait été offerte pour une plus grande participation des habitants, en amont et à tous les stades du projet : élaboration du questionnaire, information du quartier, présentation de l'équipe d'enquêteurs etc. Cela aurait pu désamorcer beaucoup d'angoisses et de fantasmes.

Finalement, après de nombreuses tergiversations, la rencontre entre le PACT et une trentaine d'habitants a eu lieu dans un bon climat, suscitant beaucoup d'intérêt réciproque. Il faut remarquer que c'est un habitant qui a pris en charge tous les aspects de l'organisation préalable, de l'information et la mobilisation.

Il apparaît, d'ores et déjà que l'enquête est très difficile à mener. Seulement 50% des occupants ont pu être interrogés. Pour le reste, les refus d'ouvrir ou de répondre, les logements vides ou les personnes « absentes » sont assez significatifs de la vie réelle du quartier. Nous mesurons beaucoup l'écart entre l'idée qu'on se fait de cette population et ce qu'elle est et ce qu'elle vit réellement.

Lors de la rencontre avec le PACT, trois niveaux d'attitudes se sont révélés :

- Les fatalistes : « la démolition, c'est du long terme. On verra bien le moment venu ».
- Les suspicieux : « on ne sait pas ce qu'on nous veut mais c'est sûrement pas du bien ! On soupçonne une sorte d'arrangement entre la mairie et le propriétaire. De toutes façons ce sera toujours sur notre dos ».
- Les inquiets : « qu'est-ce qu'on va devenir ? Ici c'est pas terrible mais on paye pas cher. S'ils veulent m'envoyer à Villeneuve ou Mistral, qu'est-ce que je deviens ? Si je refuse, je suis nulle part, si j'accepte, je suis piégé : c'est l'enfer ».

Nous avons eu nettement l'impression (confirmée par le PACT) qu'à certains moments, les habitants arrivent à oublier les conditions dans lesquelles ils vivent. Ils préfèrent ce qu'ils

ont qui est peu onéreux, à l'incertitude d'un programme de réhabilitation dont ils risquent de ne pas bénéficier.

Les habitants espèrent un retour sur cette enquête à la rentrée ; ils espèrent que ce sera sous la forme d'une rencontre collective avec la présence de la municipalité. La fermeture du local d'information depuis plusieurs mois et le manque d'information sur l'avenir du quartier laissent planer un doute sur les intentions réelles. Comment des populations dont le quartier peut être démoli peuvent-elles dormir tranquille, s'il n'y a pas de dialogue régulier entre les décideurs et elles ?

L'été s'est installé, beaucoup de familles sont retournées au pays pour les vacances, les autres s'affairent autour des derniers préparatifs. Nous estimons qu'il ne reste qu'un tiers de la population dans le quartier. Au cours de nos dernières visites nous avons rencontré des habitants défaitistes ou stoïques face aux événements qu'ils ne maîtrisent pas, faute d'informations concrètes. Il nous faut sans cesse les interpeller, les relancer, transmettre ne serait-ce qu'une once de conviction de la nécessité qu'ils prennent collectivement en main leur avenir et celui de leur quartier.



JOUHAUX

Depuis près de deux ans, nous peinions véritablement sur ce quartier pour rassembler les habitants. C'est le régime du « chacun ses problèmes, chacun pour soi ». Nous avons décidé de nous rendre à l'invitation de l'office d'HLM ACTIS pour la présentation de deux nouveaux gardiens. C'était une rencontre dans un hall d'immeuble, avec tous les inconvénients du lieu : bruit, passages incessants... Contre toute attente, c'est là qu'une démarche commune aux habitants d'une tour d'immeuble a véritablement commencé.

En effet, nous avons pu nous présenter en tant qu'animateurs aux habitants et, le fait d'être accompagnés ce jour-là d'animatrices albanaises qui ont expliqué leur travail et leur rôle, témoigné des avancées, a donné de la crédibilité à notre proposition et a suscité l'intérêt des habitants. Le 19 mars 2003, devant le hall de cet immeuble, l'opération « mon immeuble a un nom » a débuté.

L'OPERATION « MON IMMEUBLE A UN NOM »

LES BONNES RAISONS DE SE LANCER...		
	... POUR CAUSE COMMUNE	... POUR LES HABITANTS
1	Rencontrer et apprendre à connaître les habitants	Parler avec ses voisins, dépasser le bonjour/bonsoir
2	Décider ensemble, voter, plusieurs niveaux d'implication des habitants restent possibles	Chacun se sent libre de rejoindre le projet quand il le souhaite
3	Permettre l'expression, mettre en route l'imaginaire, le beau, la créativité	Etre fier d'une réalisation commune
4	Créer un élément positif, une reconnaissance, une visibilité	Sortir de la résignation du "à quoi bon?"
6	Cette action pose les habitants dans le jeu des institutions, des partenaires	Aller voir ACTIS non plus comme simple locataire mais comme groupe d'habitants porteurs d'un projet.
7	Mettre en place une participation réelle des habitants	Participer à un projet, créer une émulation au sein du quartier
8	Permettre aux habitants une appropriation de leur lieu de vie, c'est moins anonyme	S'approprier son "chez soi"
9	Susciter chez d'autres l'envie de faire pareil	Donner l'idée à d'autres habitants de faire pareil
10	Participer à un changement qui vient des habitants	Même si les habitants ne sont pas à l'origine de l'initiative de départ, ce sont les habitants qui mènent l'action
11	Faire un travail de fond sur l'identité du quartier.	Donner du sens, une identité à leur quartier
12	Atteindre d'ici juin un résultat qui change quelque chose dans la vie du quartier, qui change l'image du quartier.	C'est une occasion de fête (inauguration), de convivialité
13	Ca peut susciter d'autres envies d'action ensemble plus tard	Pouvoir s'exprimer sur d'autres envies de projets à mener ensemble pour l'avenir.
14	Valoriser les personnes et leurs capacités individuelles	Rejoindre des centres d'intérêt, des passions, des points communs, des talents.
15	Perspective qui motive les animateurs...	... ce qui devrait permettre la mobilisation des habitants

LES TROIS GRANDES ETAPES :

1. LA PHASE DE CREATIVITE

Une **première rencontre collective** a permis d'établir une première liste de noms et de valider le début de l'opération avec un petit nombre d'habitants (quatre).

Cette première rencontre avait lieu à l'intérieur du Foyer de Jeunes Travailleurs. Ce sera la seule rencontre dans une salle. Tout se passera ensuite au pied de la tour.

A la fin de ce premier rendez-vous est venue l'idée de chercher davantage d'idées de noms en associant tous les habitants de la tour. Les participants présents ont suggéré de s'installer au bas de la tour.

Nous avons donc passé une journée entière en bas de l'immeuble, du matin jusqu'au soir, pour interpeller les habitants de cette tour sur ce projet et recueillir des idées qui étaient notées systématiquement sur un panneau.

En fin de journée s'est alors posée la question du vote : nous avions 37 propositions de noms et il fallait en choisir un. Il fallait aussi aller rencontrer ACTIS, le bailleur HLM, propriétaire des lieux pour savoir si l'idée était appuée ou pas et dans quelles conditions.

Suite à une invitation lancée par les habitants de la tour n°5, la responsable de l'Agence d'ACTIS est venue les rencontrer pour discuter et prendre avec eux des décisions. C'est à ce moment que les modalités de vote ont été finalisées.

2. LA PHASE DE CHOIX

Les habitants avaient opté pour un vote à deux tours :

Premier tour : chaque habitant recevait dans sa boîte aux lettres un bulletin de vote avec les 37 noms. Chaque foyer pouvait cocher 5 noms au maximum. Les bulletins de vote étaient à déposer dans la boîte aux lettres d'une habitante de la montée.

Les bulletins ont alors été dépouillés. Trois noms sont ressortis avec un nombre de voix supérieur aux autres. C'est sur ces 3 noms que les habitants étaient invités à se prononcer lors du deuxième tour.

Deuxième tour : il s'est déroulé à nouveau sur une journée entière. L'expérience première avait montré les nombreux effets secondaires bénéfiques de se tenir présent en bas de l'immeuble et de favoriser les discussions entre voisins (qui ne se parlent habituellement que très peu). Les habitants devaient choisir un nom parmi trois : « La tour Moucherotte », « Le Verderet », « Les Bleuets ». Trois grands tubes (représentant chacun un nom) ont été installés devant la montée. Une personne par appartement était autorisée à voter. Pour cela, elle prenait un gobelet d'eau qu'elle versait dans le tube de son choix.

En fin de journée, il ne restait plus qu'à glisser un flotteur dans chaque tube, et nous avons vu apparaître le nom choisi par 34 habitants de cet immeuble : « Les Bleuets ».

3 LA PHASE DE REALISATION

Une fois le nom choisi, il a fallu décider de la réalisation d'une plaque, de son emplacement et de l'inauguration.

Les habitants ont eux-mêmes discuté en bas de l'immeuble avec des responsables d'ACTIS pour proposer un emplacement, les inscriptions, une image, en allant jusqu'à la forme et la date de l'inauguration.

Sur la plaque, une image de bleuets, une petite phrase poétique, l'inscription « Les Bleuets » et une mention indiquant que le choix a été fait le 3 juin 2003 par les habitants.

Pour ce qui est de l'inauguration, elle a eu lieu un soir en présence de plusieurs représentants d'ACTIS dont la présidente. L'organisation s'est faite avec ACTIS, des habitants et Cause Commune qui se sont répartis les charges : ACTIS, les boissons, les habitants, des gâteaux, des fleurs, des nappes, Cause Commune les tables, les photos, des gobelets.

Le gardien d'ACTIS a été désigné pour découvrir la plaque.



Nous retirons de cette action menée sur trois mois plusieurs motifs de satisfaction.

- Alors que nous étions à la peine pour une mobilisation des habitants sur ce quartier, celle-ci s'est produite concrètement.
- Nous constatons un effet réel et bénéfique sur les relations des habitants entre eux.
- Des liens sont créés avec nous et notre crédibilité est renforcée par le fait d'être allé jusqu'à une réalisation qui restera. Notre présence dans la durée, contre vents et marées, est reconnue.
- Certains expriment des souhaits pour la suite. Ils commencent à s'intéresser à la vie du quartier, se posent des questions sur l'avenir, les réaménagements, expriment l'envie de s'y intéresser. Une rencontre avec des responsables est envisagée.
- Nous ressentons une certaine «contagion». Les autres tours disent « pourquoi pas nous » ? D'autres s'étonnent que quelque chose de positif ait pu se réaliser entre habitants de Jouhaux. Cela renverse un peu la tendance au défaitisme et au repli désabusé que nous rencontrons depuis deux ans.
- Nous avons poursuivi, plus modérément notre présence aux autres habitants du quartier qui observent ce qui s'est passé avec une curiosité mêlée d'intérêt.

LE GRAND TROU

Lors du précédent rapport d'étape, la présence effective de deux animateurs depuis septembre 2002 à raison d'une demi-journée par semaine avait permis de présenter le quartier. Depuis, les événements se sont succédés :

- Une fête de quartier a eu lieu le 18 mai 2003
- Une mobilisation est en train de naître après l'invitation lancée par des Assistantes Sociales et la Mairie autour de la question de l'Aide Alimentaire
- Une modification importante au niveau du binôme
- Une sortie vers le Lac de Monteynard se prépare avec les habitants pour la fin du mois d'août.

A travers ces différents éléments, notre connaissance du quartier a aussi évolué.

UNE PREMIERE MOBILISATION POUR L'ORGANISATION D'UNE FETE DE QUARTIER :

Rappelons que la précédente fête avait laissé des souvenirs mélangés : le plaisir d'une première rencontre où les gens avaient osé venir ; mais aussi un arrière-goût amer du fait d'incidents qui avaient appelé une intervention de la Gendarmerie. De ce fait, une certaine réticence devait être surmontée.

L'organisation :

Il n'y a pas eu de véritable rencontre collective pour organiser cette fête. Beaucoup d'éléments se sont décidés en bas des immeubles par une ou deux personnes.

Peu de moyens financiers allaient être engagé, il n'y avait donc pas de subventions à demander.

L'expérience de la première fête en juin 2001 avait laissé dans la tête des habitants impliqués dans la préparation des réflexes en terme d'organisation (demande de matériel à la Mairie notamment).

Le dimanche 18 mai 2003, jour de la fête :

La participation des adultes était un préalable : nous organisons cette fête en supposant que les habitants de ce quartier avaient envie de faire la fête ensemble, dans leur quartier.

Pourtant, elle a plutôt été boudée par les adultes. Beaucoup d'enfants étaient présents. Ils étaient déçus car ils sentaient que ce n'était pas vraiment une fête.

Les enfants et les jeunes ont dansé. Des discussions entre adultes (une vingtaine) ont pu avoir lieu. Le goûter a surtout été apprécié par les enfants mais aussi par quelques adultes pendant que les enfants plantaient les fleurs à l'entrée du quartier.

Certaines personnes à l'extérieur du quartier avaient été invitées : le Maire, les élus, les assistantes sociales, les habitants des villas de l'autre côté de la nationale, les habitants du Péage de Vizille. Finalement, peu de ces personnes se sont déplacées.



L'évaluation :

Rien ne s'est vraiment passé comme nous l'avions imaginé :

- Le goûter n'était pas vraiment un moment de partage, il n'a pas été organisé par les adultes, les enfants entre eux ont des règles de partage et de respect entre eux qui peuvent laisser à désirer.
- L'action symbolique autour des fleurs que nous avons offertes aux enfants pour qu'ils les plantent à l'entrée du quartier n'a pas donné le résultat attendu.
- Les prises de parole pour valoriser les initiatives de certains habitants n'ont pas pu avoir lieu, nous ne nous sommes pas donnés rendez-vous pour faire quelque chose ensemble, ce qui était un de nos objectifs.
- Le matériel que nous avait prêté la Mairie n'a pas pu lui être restitué en totalité : les chaises et les tables sont restées déposées dans le quartier 4 jours durant lesquels 27 chaises ont disparu.

Pourtant, cette fête nous a permis de prendre conscience de certains fonctionnements dans le quartier, d'avoir une perception beaucoup plus juste de la vie dans le quartier, du nombre d'enfants, du manque de respect du bien collectif, de la valeur d'un cadeau, de ce qu'il représente, de leur état d'esprit suite à la première fête dans le quartier en juin 2001.

UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DU QUARTIER, DES HABITANTS, DU FONCTIONNEMENT DE LA CITE :

La communication : les habitants vivent les uns avec les autres, les enfants font le lien entre les adultes, qui, sinon, ne se parleraient peut-être pas. Une fois que quelque chose est dit à un habitant ou à un petit groupe, tout le quartier est au courant. La petite taille du quartier permet de faire passer des informations très simplement, même si, par souci de n'oublier personne, les habitants posent des affiches lorsqu'il y a un événement ou un invitation. On commence aussi à sentir les personnes qui font très bien le relais des informations et sur lesquelles nous pouvons nous appuyer.

Les habitants : ils sont particulièrement accueillants. La première phase de rencontre et d'approvisionnement est, dans ce quartier, plutôt rapide. Il faut pourtant constater que les habitants ne se parlent pas tous entre eux, mais la règle générale est plutôt à la convivialité, à l'entraide par rapport à d'autres quartier où la règle est le « bonjour bonsoir ».

Nous pouvons nous appuyer sur cette richesse de relations entre les habitants et sur la confiance assez rapide qu'ils peuvent accorder à une personne de l'extérieur à partir du moment où :

- nous respectons leur culture,
- nous expliquons notre mission
- nous venons régulièrement,
- nous tenons nos engagements.

Les différentes communautés présentes sur le quartier (italiens, turcs, algériens, tunisiens, macédonien, kurdes, indiens et français) : celles-ci cohabitent plutôt bien, même si des tensions entre habitants rythment régulièrement la vie du quartier. La plupart des conflits se règlent au sein du quartier, sans aide de l'extérieur. Souvent, ce sont les attitudes des enfants entre eux qui génèrent ces conflits. Les personnes d'origines culturelles différentes ne perçoivent pas l'éducation, ni la place des enfants dans la famille de la même manière.

Les enfants sont souvent livrés à eux-mêmes. Contre toute attente, les règles de sécurité les plus fondamentales sont respectées, les voitures roulent doucement quand elles arrivent dans le quartier. Par contre, toutes les autres règles de respect des autres et de l'environnement sont peu suivies.

L'isolement relatif : le quartier est isolé du péage de Vizille et encore plus de Vizille de par sa situation géographique. Il est aussi privé de toute présence de professionnels(excepté la PMI), animateurs notamment, vu le nombre d'enfants présents dans le quartier et qui restent sans activité pendant les vacances scolaires.

Ce quartier n'est pas non plus sans lien avec l'extérieur, les courses pour les femmes, le travail pour les hommes et l'école pour tous les enfants. Par contre, on remarque l'isolement de certaines femmes, notamment à partir du moment où elles ne sont pas mariées, et qu'elles n'ont pas d'enfants, pas de travail et/ou pas de permis de conduire. La barrière de la langue constitue souvent dans ce cas une ultime difficulté pour s'ouvrir vers l'extérieur.

Tout se sait, tout se voit : Les habitants sont sans arrêt soumis au jugement, au regard des autres, y compris des enfants. Chaque acte dans le quartier devient public. Quand nous allons frapper chez quelqu'un, les personnes qui sont à l'extérieur regardent chez qui nous allons. Nous sommes obligés de montrer et de contrôler ce que nous montrons, il y a toujours des témoins, il ne faut pas privilégier une communauté par rapport à l'autre.

UN CHANGEMENT AU NIVEAU DU BINOME D'ANIMATEURS :

Comme nous l'expliquions dans notre précédent rapport, une démarche avait déjà été engagée, il y a trois ans, par le Secours Catholique sur ce quartier. La poursuite de l'action par Cause Commune était destinée à tenter de donner un nouveau souffle, à renforcer la présence auprès des habitants pour créer une dynamique collective avec eux.

Un binôme d'animateurs a donc été constitué avec l'animateur déjà engagé sur ce terrain et l'animatrice de Cause Commune qui le découvrait. Après quelques mois de fonctionnement et malgré plusieurs mises au point et réajustements, il a fallu se rendre à l'évidence d'une impossibilité de poursuivre dans cette configuration. L'animateur a déclaré forfait. Cause Commune reste engagé avec les habitants de ce quartier et la délégation du Secours Catholique cherche une solution pour qu'une nouvelle personne vienne poursuivre ce travail difficile et exigeant.

LA MOBILISATION POUR UNE SORTIE AVEC 25 PERSONNES
DONT UNE DIZAINE D'ENFANTS ET ADOLESCENTS.

L'organisation

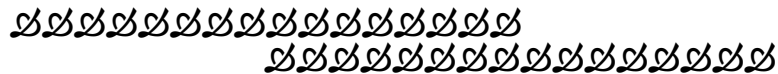
L'idée serait d'aller prendre le bateau de La Mira vers le lac du Monteynard. L'organisation de cette sortie se déroule en plein air avec quelques habitants. Le groupe de préparation est constitué de 3 ou 4 familles.

Les conditions mises en place par le groupe de préparation pour participer :

- S'être inscrit lors d'une rencontre collective.
- Donner une petite participation financière
- Avoir un adulte qui accompagne les enfants (on n'emmène pas les enfants sans parents).
- Accepter le principe de la sortie : c'est à la fois une sortie loisir (on va faire une croisière en bateau), mais c'est aussi une sortie pour mobiliser et pour faire naître l'envie de faire des choses en commun.
- Amener quelque chose à partager pour le repas.

Cette sortie aura lieu de 27 août, nous ne pouvons donc pas déjà évaluer cette sortie, par contre, nous sentons assez nettement une mobilisation naître au sein de ce quartier. Des envies s'expriment, à nous de les accompagner jusqu'au bout...

Un important travail reste à faire au niveau du « vivre ensemble », de l'établissement des règles de vie au sein de ce quartier (et à l'extérieur) compte tenu des différences culturelles avec lesquelles il nous semble très intéressant de composer.



QUAND LES HABITANTS S'ADRESSENT AUX INSTITUTIONS POUR LES INTERPELLER OU MIEUX LES CONNAITRE

Une meilleure connaissance de l'environnement institutionnel, pour un groupe d'habitants, peut représenter une étape importante dans le cadre de la stratégie qu'il met en place pour atteindre ses objectifs. Il s'agit, au départ, pour le groupe, de la nécessité d'acquérir une vision plus large et objective de sa réalité. Par la suite, cette ouverture favorisera un contact plus direct, plus franc avec des interlocuteurs, des responsables, des décideurs sur un certain « pied d'égalité ». Il n'est pas facile pour les uns de quitter leur complexe d'infériorité et pour les autres d'accepter d'entrer dans une relation sans se mettre dans une attitude défensive vis à vis d'une population qu'ils considèrent souvent comme disparate, lointaine et peu apte à discuter.

La recherche d'avis techniques, de sources d'appui associatives, institutionnelles ou politiques marque la volonté des habitants d'établir ou de rétablir un dialogue. Le groupe d'habitants ne peut faire abstraction de son environnement et doit mener une politique relationnelle. Outre des connaissances, il lui faut trouver des appuis, des partenaires susceptibles de l'aider à changer ou améliorer le quotidien.

A Abry, le tout récent collectif d'habitants a souhaité rencontrer, dans le cadre de ses objectifs (renforcement du dialogue avec le bailleur social afin d'obtenir des changements dans les logements), divers interlocuteurs afin de s'assurer une meilleure coopération réciproque.

Ainsi, un technicien d'une société de HLM, une élue de secteur, une association de défense de consommateurs et l'association de locataires du quartier ont été sollicités pour venir rencontrer le collectif et répondre aux questions préparées au préalable par les habitants.

La préparation de ces rencontres requiert un travail important, afin que les habitants ne soient pas des observateurs passifs mais des agents de leurs propres intérêts, bien au-delà des revendications individuelles. Il s'agit, là aussi, de supprimer dans ces rencontres leur caractère paternaliste et de promouvoir la participation des habitants au réel sens du terme. Les rencontres qui ont eu lieu ont mis les divers interlocuteurs dans une situation nouvelle où toute méfiance n'a pas totalement disparu, où survivent encore quelques contentieux anciens. C'est le chemin d'un apprentissage sans doute assez long mais considéré par tous comme positif.

A Champ Berton, le PACT de l'Isère, missionné par la municipalité, a été chargé d'une enquête auprès de la population dans le cadre du Grand Projet de Ville. Cette enquête a suscité de multiples inquiétudes au sein de la population, liées au contenu (perçu comme indiscret) des questions. De plus, l'incertitude sur l'avenir du quartier et l'absence d'informations concrètes ont laissé libre cours à toutes les interprétations. Courant juin, à la demande des habitants, deux techniciennes du PACT de l'Isère sont venues dans le quartier pour expliquer le contenu de l'enquête et sa finalité.

Cette rencontre collective, outre une meilleure compréhension de l'enquête, aura permis à des habitants de s'exprimer, de débattre autour de leur avenir et celui de leur quartier. Aux dires des uns et des autres, cette occasion de s'expliquer a fait tomber quelques barrières. Le PACT a reconnu avoir pris conscience de certaines particularités du quartier, ce soir-là (son coté impénétrable, l'attachement des personnes à leur lieu de vie, le ressenti d'opacité des habitants par rapport à leur avenir).

QUAND LES INSTITUTIONS VEULENT FAIRE DE LA PARTICIPATION DES HABITANTS, LEUR OBJECTIF.

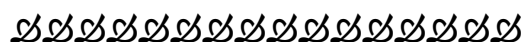
En février 2003, dans le **quartier Jouhaux**, une réunion publique a réuni une poignée d'habitants, des élus, des techniciens, des intervenants sociaux autour du réaménagement urbain du quartier. La faible représentation des habitants (une quinzaine alors que le quartier en compte 1500), les difficultés de communication entre les spécialistes de l'urbanisme et les habitants, l'oubli de traiter une des questions, pourtant inscrite à l'ordre du jour (prochains rendez-vous de consultation des habitants), une fin de réunion en « queue de poisson », ont été des causes de déception. Quels moyens donne-t-on aux habitants de participer collectivement pour ne pas toujours dépendre des experts ou des techniciens ?

Nous constatons que plusieurs aspects contribuent à « plomber » ce type de réunion :

- leur rareté, moins on se voit, moins on se connaît, plus on redoute de se rencontrer. Un fois par an n'est pas un rythme suffisant pour mener un projet en concertation.
- L'inadaptation de la communication. Il faudrait travailler sur une pédagogie (vocabulaire, visualisation) qui mette vraiment à la portée de tous les informations qui doivent passer. Savoir lire un plan, comprendre les enjeux d'un tracé de rue, suppose un certain degré d'abstraction, de réflexion. Pour autant, les habitants sont capables d'apporter la richesse de leur expérience de vie, si on la sollicite. Ils peuvent aussi jouer entre eux un rôle de pédagogue.
- Le face à face : il est difficile d'éviter qu'il ne se transforme en fossé d'incompréhension. Pourtant, personne ne conteste que les places respectives de l' élu ou de l'habitant, du technicien ou du travailleur social ne se confondent pas. Nous avons le sentiment que les efforts réels, la bonne volonté, ne suffisent pas à s'affranchir d'une méfiance. Pour ces raisons, nous considérons qu'une rencontre préparée par un groupe d'habitants pourrait avoir une toute autre tonalité.

Nous sommes cependant témoins d'une volonté de mettre oeuvre la participation des habitants à la vie de leur quartier. Cette politique se manifeste dans la mise en place des conseils consultatifs de secteur. Nous verrons à l'avenir comment des groupes d'habitants que nous accompagnons pourront se saisir de cette opportunité ?

A Vizille, la réflexion engagée par la Mairie sur la question de l'aide alimentaire, s'est lancée avec la volonté d'associer des bénéficiaires ou des militants d'association (issus du Secours Populaire, de Sans Différence, de la paroisse catholique...). Il s'agit, pour l'instant, d'une réflexion préalable à un projet, destinée à chercher à inventer des réponses adaptées à un problème exprimé au départ par des bénéficiaires et des assistantes sociales. Le CCAS pilote ce travail. Cause Commune a été sollicité au titre de son expérience de construction de démarches à partir des habitants. Quelques habitants du Grand Trou sont concernés et, de ce fait, nous cherchons à maintenir une collaboration constructive. Il est encore un peu tôt pour en tirer des leçons.



QUAND LES HABITANTS PRENNENT DES INITIATIVES ET DES RESPONSABILITES AU NOM DU GROUPE.

Cela suppose aussi que l'animateur laisse la place et fasse confiance. Cette démarche demande à l'habitant d'avoir confiance en lui-même et de croire en son potentiel. Faut-il attendre que les gens soient parfaits et « bien dans leurs baskets » pour commencer à agir avec eux, à faire appel à leurs capacités ? Tout est une question de dosage et de discernement. Il s'agit de permettre à l'autre de grandir, de se valoriser, sans tomber dans l'excès. On risque toujours de voir apparaître des personnes qui, fières de trouver un espace d'expression et une certaine reconnaissance, deviennent envahissantes et ne laissent plus place à l'initiative des autres. La prise d'initiatives est effective si les habitants se donnent les moyens de devenir des acteurs et non des spectateurs.

A Champ Berton, suite aux interrogations suscitées par l'enquête du PACT de l'Isère, un habitant a pris l'initiative de contacter l'organisme en lui proposant de venir rencontrer les autres habitants. Il s'est chargé de préparer des affiches d'invitation pour toutes les allées d'immeubles.

Dans le conflit des charges locatives avec le propriétaire majoritaire du quartier, un habitant s'est chargé de faire le décompte des charges de l'exercice, en mettant en évidence des irrégularités flagrantes. Cette étude a servi de point d'appui lors de la rencontre avec la Commission Départementale de Conciliation.

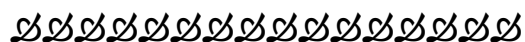
Au Grand Trou, une habitante a eu l'idée de récupérer des ballons de baudruche et de les donner aux enfants le jour de la fête, ce qui a contribué à créer de l'ambiance, d'autres récupèrent des informations sur des destinations possibles de sortie familiale pendant que certains organisent la collecte des participations financières pour cette même sortie.

Dans le quartier Jouhaux, lors de l'opération « Mon immeuble a un nom », une habitante s'est proposée pour recueillir dans sa boîte aux lettres les bulletins de vote des autres habitants ce qui permettait de faciliter la participation de l'ensemble des personnes de la montée.

Lors de cette même opération, nous avons pu noter plusieurs prises d'initiatives pour bien nous accueillir (nous apporter à boire, réchauffer nos pizzas à midi, nous descendre du café...). Ces petites démarches de solidarité sont, pour nous, une occasion de valoriser les personnes qui ne sont pas indifférentes, contrairement à la réputation du quartier.

A Abry, trois habitants ont pris des responsabilités au sein du collectif, notamment en se chargeant de la rédaction et de la diffusion des invitations pour les rencontres collectives. Outre ce rôle, ils assurent la promotion du collectif auprès des autres habitants en les interpellant dans la rue.

Ces actions d'habitants, même si elles sont ponctuelles, ont toute leur importance dans le processus de la participation. Il s'agit de voir en chaque habitant son potentiel et non ses insuffisances. La somme ajoutée de toutes ces petites actions est l'essence même de l'action collective.



LES PARTENAIRES ET CAUSE COMMUNE.

Dès le début de l'action, l'équipe Cause Commune a privilégié la rencontre avec les différents acteurs intervenant de près ou de loin dans les quartiers. Nous avons eu l'occasion de présenter l'action, tout en essayant d'évoquer un travail en commun au bénéfice des habitants. Etablir la carte du partenariat est parfois délicat du fait de l'approche originale de Cause Commune vis à vis des quartiers. Doute, méfiance, voire rejet, remise en question ont été quelques-unes des réactions provoquées par une approche peu traditionnelle de l'intervention sociale. Cause Commune a suscité aussi de l'intérêt, de la curiosité, de la connivence, parfois même, de l'espérance.

A Champ Berton, la MJC Aragon a accueilli avec bienveillance notre action, y voyant une opportunité pour faire sortir les habitants de leur quartier et faciliter la venue de certains habitants qui s'en étaient eux-mêmes exclus, vers les équipements et les professionnels à leur service. La mise à disposition de la salle de réunion pour des rencontres collectives ou les fêtes de quartier, les discussions informelles, les échanges d'informations sont fréquents avec les professionnels. De même, la collaboration avec le PACT de l'Isère, a ouvert une perspective de collaboration, à court ou moyen terme, avec les habitants et Cause Commune. Quant à la mairie de Saint-Martin d'Hères, elle s'est montrée particulièrement attentive à la démarche de Cause Commune en invitant toute l'équipe de Cause Commune à débattre avec des élus et des responsables professionnels, à la suite de la publication du dernier rapport d'étape.

Sur Jouhaux, la carte du partenariat s'est jouée particulièrement avec l'office public d'HLM : ACTIS. Il s'agissait, pour nous, de favoriser le dialogue entre des locataires (sans cesse porteurs d'insatisfactions diverses autour du vide-ordures bouché ou de l'ascenseur en panne) et leur bailleur, à l'occasion d'une collaboration qui se voulait constructive. Il faut reconnaître la grande disponibilité de la plupart des interlocuteurs d'ACTIS (à tous les niveaux hiérarchiques) qui ont vraiment joué le jeu. Le seul bémol concerne le réflexe de s'adresser souvent directement à nous, animateurs, plutôt qu'aux habitants. Cependant, l'expérience a certainement favorisé une évolution notable des relations.

A Abry, le travail avec d'autres institutions a été affiché d'emblée avec la convention de partenariat élaborée entre Cause Commune et le CCAS de Grenoble. Ce partenariat a certes facilité la rencontre et le travail avec les autres intervenants du quartier (halte-garderie, MJC Anatole France, centre social Mistral, antenne mairie 3...). Il a aussi permis la mise en place d'un binôme de professionnels de terrain constitué d'une salariée du CCAS de Grenoble et d'un salarié du Secours Catholique. Il s'agit-là d'une expérience particulièrement intéressante et originale qui prolonge celle qui avait été menée auparavant avec la CAF.

Au Grand Trou, la Mairie de Vizille, nous l'avons déjà mentionné, souhaite réfléchir avec des habitants à la question de l'aide alimentaire. Les animateurs de Cause Commune ont été invités à participer à cette réflexion du fait.

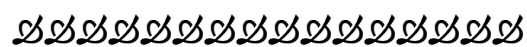
Au moment de la création de Cause Commune, a été mis en place un groupe pluridisciplinaire (le Groupe Témoin) pour accompagner et soutenir l'équipe par son questionnement critique. Nous avons souhaité lui soumettre cette question du rôle de Cause Commune auprès des institutions. Voici quelques-unes de ses remarques :

« Cause Commune a acquis une certaine expérience en animation. C'est peut-être dans cet aspect-là que vous pouvez aider les institutions en les amenant à évoluer dans leurs pratiques, en proposant des temps de travail sur la méthode d'approche des populations, sur des techniques d'expression et de concertation adaptées.

Il faut certainement travailler avec les techniciens, ce sont eux qui sont au contact des habitants. Il faut aussi faire un travail avec les élus, c'est indispensable en terme de confiance et de cohérence. Cause Commune a besoin, d'une certaine façon, de l'aval (reconnaissance) de l' élu et de la confiance du technicien.

Votre approche des institutions doit être la même que celle que vous avez, dans les quartiers, avec les habitants : vous pouvez les aider à faire émerger leurs besoins. Il faut aussi que vous misiez sur leur capacité à évoluer.

Il faut peut être aussi travailler avec eux sur l'image qu'ils ont (élus, techniciens, Mairie) dans ces quartiers et comment la faire évoluer ? Cela rejoint la question de la représentativité de l' élu ».



L'ANIMATEUR ET L'AIDE AUX PERSONNES

Plongé dans la réalité difficile que vivent les populations avec qui il est amené à collaborer, l'animateur est souvent en **tension intérieure** : comment manifester son engagement au coté des plus pauvres, sans basculer, en voulant aider des personnes individuellement, dans un certain nombre de pièges ?

Les situations de pauvreté, de violence, d'injustice, d'indignité sont pourtant un appel pressant, intolérable. **L'animateur est touché** dans son humanité, dans sa relation avec les personnes avec qui il chemine. Sa solidarité est mise en question.

Peut-on agir pour le développement des personnes et des groupes et, simultanément, résoudre directement des problèmes individuels ? Notre expérience montre que non.

- Chaque fois que l'animateur de développement s'est engagé dans l'aide individuelle, dans le traitement de problèmes d'urgence, il a dévoyé la démarche d'animation en cours. Une régression s'est installée dans la prise en charge, par les personnes elles-mêmes, de la résolution de leurs difficultés.
- L'animateur est perçu alors sur le registre de la toute-puissance. Passivité, fatalisme, mésestime de soi, jalousie, résignation, sont des sentiments qui réapparaissent chez ceux qui, pourtant, s'étaient mis en route vers une responsabilisation individuelle et collective et vers une conscientisation sur les causes de leur situation.

Il reste que, pour l'animateur, les situations auxquelles il est confronté, sont bel et bien présentes au quotidien. Nous avons essayé de nous donner quelques points de repères lors d'un échange, en mars dernier, entre animateurs et animatrices de l'équipe de CARITAS Albanie et de l'équipe Cause Commune du Secours Catholique de Grenoble.

Voici donc **quelques critères** auxquels il peut être utile de se référer, sachant que chaque situation est toujours spécifique, que **le discernement** demeure une qualité

indispensable dans l'animation. Il est donc essentiel d'**analyser** ce qui se joue dans la sollicitation lorsqu'elle se présente.

1. Il faut **prendre en considération** la demande d'aide mais est-elle : d'ordre **matériel** (argent, alimentation, vêtements...) ou **immatériel** (conseil, orientation, soutien moral, encouragement...)? Selon les cas, l'animateur peut indiquer clairement ce qu'il peut ou ne peut pas faire. Par la suite, sa position sera connue et il sera moins sollicité à tort et à travers.
2. S'agit-il d'une **faveur individuelle** en fonction d'un quelconque mérite qu'aurait obtenu une personne « bien vue » par l'animateur ?
3. Quel est le **diagnostic** : une urgence réelle qui représente un danger vital avec un pronostic mortel ou une « misère » chronique, permanente ?
4. Y a-t-il un problème individuel mais à résonance multiple qui peut laisser penser qu'un **traitement collectif** doit se mettre en œuvre ?
5. Existe-t-il des **alternatives** à l'intervention directe de l'animateur ?

Différentes **attitudes** de l'animateur peuvent alors s'envisager :

- Ne jamais mettre la main dans sa poche : ce geste instaure une **dépendance** à l'égard de l'animateur dont il sera difficile de se départir par la suite, suscite jalousie et rivalité et manifeste le contraire de ce qui est recherché dans une démarche d'animation et de développement : autonomie et responsabilisation. De plus, l'aide matérielle ne résout que très provisoirement le problème alors qu'il faut rechercher des solutions durables.
- **Susciter une solidarité** locale, familiale, de voisinage qui renforce les sentiments de solidarité dans la communauté.
- **Accompagner** la personne en difficulté pour qu'elle fasse des démarches vers d'autres personnes plus compétentes dont c'est la fonction. **Passer le relais.**
- Prendre en compte la **dimension culturelle** mais aussi la mettre en question. En effet, il est de tradition, dans certaines cultures, d'être assisté, sans que cela ne soit considéré comme honteux. Pour autant, la dignité et les capacités des personnes, n'imposent-elles pas de dépasser ces fonctionnements archaïques ?
- Puisqu'une des finalités du travail de développement est de lutter contre les structures injustes, n'est-il pas opportun de chercher à établir, avec les personnes, des systèmes qui favorisent la solidarité à travers des outils de **sécurité mutuelle** (tontine, épargne de groupe, caisse d'assurance, projets coopératifs...)?
- Dans tous ces cas de conscience où l'animateur risque de se retrouver isolé, une exigence s'impose : **se référer à un groupe**, ne pas décider seul, ni trop vite, demander des avis, relire ce qui c'est passé. L'erreur est humaine et toujours une source d'avancée si l'on sait entendre sa leçon !

LES FREINS A LA MOBILISATION

Au fil du temps, nous avons pu repérer diverses forces de résistance à la dynamique collective. Les voici brièvement présentées.

1. **La mentalité** : tout ce qui est inscrit comme inéluctable dans l'esprit des populations : le fatalisme, la désespérance, la résignation liés à la culture, à la religion, à la tradition.
2. **La peur** : de l'inconnu, du changement, de l'engagement, des représailles, qui suscite la méfiance et le doute.
3. **L'ignorance** : des droits, le manque de formation, la faible conscientisation, le peu d'habitude de mener une réflexion sur les causes de ce que l'on vit qui est injuste.
4. **L'image négative de soi** : qui trouve souvent confirmation dans tout ce qui est ressenti comme provoquant de l'exclusion, du rejet, un manque de considération.
5. **Le niveau de vie** : qui fragilise et empêche de se projeter (la précarité) Le fait de devoir se battre pour se maintenir dans une survie économique (la pauvreté).
6. **L'absence de modèle de référence** : l'ascenseur social est en panne ce qui réduit toute ambition. La société de consommation propose un bonheur artificiel, virtuel qui finit par anesthésier tout désir de vie sociale, de créativité...
7. **L'isolement et l'individualisme** : qui se manifestent par l'enfermement des personnes sur leur quartier (dont elles sont captives), la dispersion des forces, la frustration, la rivalité, la jalousie entre habitants.
8. **Le fossé entre les institutions et la population** : qui ne favorisent pas la participation à la dimension politique mais qui alimente une vision d'antagonisme et des rapports de force, de repli défensif.
9. **Les contre-pouvoirs locaux** : qui cherchent à préserver quelques privilèges particuliers, établis au fil du temps du fait de la loi du silence.
10. **Le découragement** : les échecs répétés après quelques tentatives, problème de la durée, du rapport au temps, de la patience, de la ténacité, le zapping permanent qui a court dans notre société.
11. **Une minorité agissante** : (au profit de tous) et la majorité de silencieux et apathiques qui va profiter des avantages acquis.
12. **L'assistantat institué** : système organisé de prise en charge qui déresponsabilise. On entretient les statuts de bénéficiaires, d'usagers, les profiteurs.
13. **Le décalage** : entre la vision de transformation sociale de Cause Commune et les besoins immédiats des personnes, leur système de valeurs. Le manque de conviction des habitants sur la force du groupe, les capacités des personnes.

LES FETES

Il se trouve que nous avons eu plusieurs occasions de vivre des fêtes de quartier, à Champ Berton, au Grand Trou et à Abry, au cours de ces derniers mois. Cela suscite quelques analyses.

Nous avons connu tout l'éventail : depuis la fête voulue, organisée, préparée et menée par un groupe d'habitants, jusqu'à la fête pensée et organisée par les travailleurs sociaux du quartier dans laquelle il a fallu jouer des coudes pour faire place à l'initiative des habitants eux-mêmes.

Il est frappant de constater que, dans tous les cas, ces fêtes n'ont pas donné lieu à une imagination débordante : on fait ce qu'on sait faire, quelques grillades ou un goûter, on passe de la musique (plus ou moins fort), on passe le temps en discutant (ce qui n'est pas si mal). Avec un regard d'animateur, on sent bien qu'il y aurait là une occasion de mettre beaucoup plus en œuvre les savoir-faire des habitants, à condition que la préparation soit menée avec exigence et lancée de longue date.

Souvent, les aspects de consommation pure ont pris le dessus sans pour autant connaître un grand succès.

A **Abry**, la fête s'accompagnait d'un vide grenier. Les tables de ventes étaient nombreuses et garnies mais les clients fort rares.

A **Champ Berton**, la décision de faire payer 50 centimes ou un euro les boissons ou autres cornets de frites, a un peu limité la pression des enfants connue l'année précédente lorsque c'était gratuit. Cela a un peu rempli les caisses de l'association mais n'a pas contribué à une meilleure ambiance.

Au **Grand Trou**, l'idée avait été lancée d'une participation des enfants à l'embellissement du quartier, en créant une bordure fleurie à l'entrée du quartier pendant l'après midi de fête. Il s'agissait de mettre en terre quelques fleurs. Cela a donné d'un résultat surprenant : des fleurs se sont retrouvées cinq minutes plus tard sur certains balcons, l'ensemble a été déplanté puis replanté ailleurs dans les heures qui ont suivi... Nous avons le sentiment que le fait de posséder, d'avoir pour soi (une brochette, un godet de fleur) est si important que cela peut conduire parfois à des comportements frénétiques. Est-ce le fait de manquer habituellement ?

Enfin, une fête pour quoi faire ?

- Pour exprimer l'unité du quartier et le sentiment d'appartenance. Il faut, pour cela, un temps fort, préparé, qui favorise l'expression des personnes. A ce titre l'action des habitants de Champ Berton l'an dernier, d'imprimer leurs mains sur l'enduit frais d'un mur avait été symbolique et vécue avec intensité.

- pour exprimer la joie, se détendre, établir des relations cordiales. Il faut pour cela prévoir les lieux et les moments adaptés : à l'ombre, avec tables et chaises...

- pour s'exprimer, se découvrir dans des aspects positifs : il faut pour cela savoir solliciter les compétences, repérer les talents. Parfois, le prêt d'un matériel, un service à rendre peuvent valoriser une personne...

Si les fêtes sont un désir des habitants à accueillir positivement, il nous semble nécessaire de faire en sorte que leur préparation et leur déroulement soient des opportunités à vivre autrement : susciter les talents, favoriser l'expression, la créativité... Nous voudrions infléchir, à l'avenir, des fêtes dans ce sens...

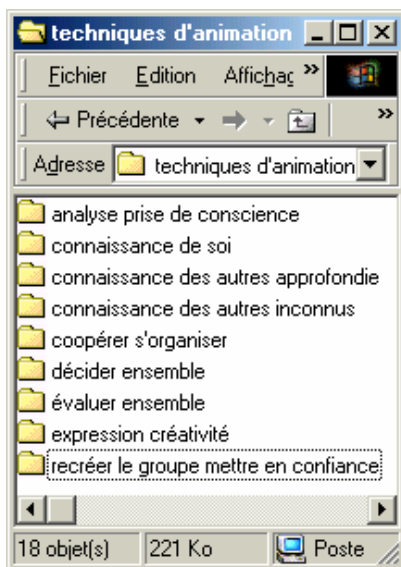
LES OUTILS D'ANIMATION NON-FORMELS

Ce qu'ils visent et permettent :

- Mettre à l'aise tout le monde dans le groupe,
- Permettre à chacun de s'exprimer,
- Repérer des talents, des compétences,
- Faire avancer le groupe dans sa cohésion, son organisation, son ouverture à d'autres.
- Développer au sein du groupe des relations saines et harmonieuses.

Il ne s'agit pas d'une mode, mais plutôt d'une manière différente d'envisager l'animation de groupe. Celle-ci a déjà fait ses preuves dans d'autres organisations, dans d'autres pays. L'animation formelle correspond plus à des personnes qui sont allées à l'école, qui maîtrisent la langue française suffisamment bien, qui sont à l'aise naturellement dans un groupe, une réunion... Ce n'est pas forcément le cas de toutes les personnes dans les groupes que l'on accompagne. Or, la prise en compte d'une population la plus large possible figure parmi nos objectifs. Ces outils nous font avancer dans ce sens-là.

Une classification possible



Le travail de recherche : il semble aujourd'hui important de se mettre à l'affût de ce genre d'outils, au sein du Secours Catholique, mais aussi auprès d'autres associations ou organisations. Il faut sans arrêt les adapter aux personnes présentes dans les groupes, au fonctionnement du groupe, à l'animateur, aux objectifs visés. Il nous semble important de capitaliser et de diffuser ces outils. Ils peuvent aussi bien être utilisés avec les habitants d'un quartier, avec des bénévoles, avec les personnes accueillies par le Secours Catholique ou avec des professionnels.

Quels objectifs pour quels outils :

un outil non formel n'est pertinent que s'il est utilisé au bon moment et que l'objectif visé est clair. Il est nécessaire de chercher chaque fois quels sont les objectifs de la rencontre puis de réfléchir à l'outil qui sera le plus adapté. Cela suppose effectivement de se poser, pour chaque rencontre collective, la question des objectifs. Trop d'objectifs ne peuvent être atteints avec un même outil au cours d'une même séance.

Oser les proposer :

Avant chaque rencontre collective, l'animateur doit faire un choix. Ce qui semble souvent le plus difficile, c'est d'oser les proposer. Cela suppose qu'existe la conviction qu'avec ces outils, les objectifs seront atteints au mieux et qu'ils produiront au-delà de toute attente. C'est parce qu'un groupe s'inscrit dans une certaine durée qu'il paraît important de veiller à ce que chaque personne se sente bien, soit valorisée, trouve sa place et donc ait l'envie de revenir. Ces outils surprennent toujours un peu. Il faut passer le cap, les proposer et intégrer positivement les premières réactions des personnes, pour aller plus loin.

L'ANIMATEUR, LE TRAVAIL EN BINOME

L'ANIMATEUR, ...

... Un être convaincu

Après deux ans de présence sur le terrain, ce qui semble plus que jamais indispensable pour l'animateur, c'est sa conviction ; conviction que les personnes dans les quartiers vont se mobiliser, que leur mobilisation va produire un changement positif, que c'est à l'aide d'outils non formels que le groupe va se consolider... Pour cela, il y a un préalable : s'intéresser aux habitants, à ce qu'ils vivent, y découvrir des aspects positifs, enrichissants, aimer être avec eux, passer du temps...

L'attitude de l'animateur dans le quartier n'échappe à personne, et surtout pas aux habitants. Cette conviction est mise à l'épreuve chaque jour, surtout si on ne fait pas attention aux petits changements qui s'opèrent au fil des semaines.

... L'adaptation permanente

L'animateur, quand il va dans les quartiers, doit s'adapter sans cesse. La mobilisation n'est jamais acquise. La connaissance et la compréhension qu'on peut avoir d'un quartier quand on le choisit, sont loin d'être la vérité. Depuis le début de notre présence, les quartiers évoluent. Il faut être capable de changer le regard que l'on porte sur ces quartiers. Chaque rencontre nous permet d'avancer dans cette compréhension mais il faut remettre en cause nos ressentis, nos préjugés. Sans cela, il est difficile d'être proche des habitants.

... La bousculade...

Parfois, l'animateur peut se laisser bousculer par les habitants. Il peut difficilement tricher avec eux, s'il est « vrai ». Tout en demandant le respect, son attitude peut susciter des réactions, de la part des habitants, qui vont l'affecter. S'il ne veut pas se mettre en danger, l'animateur doit pouvoir trouver des espaces de rééquilibrage personnel. Tout cela demande une certaine capacité d'humour et aussi de changement de regard sur lui-même, porté par le désir d'évoluer.

Le changement peut être une prise de conscience, à partir de ce que renvoient les habitants par rapport à ce que l'animateur sait faire ou des qualités qu'il révèle et qui sont appréciées. Le changement peut être, au contraire, une prise de conscience par rapport à quelque chose qui lui semble difficile.

Il y a donc un accompagnement réciproque des changements à vivre, que ce soit pour l'animateur comme pour les habitants. Ceux-ci agissent comme les révélateurs de ce qu'il est profondément.

LE BINOME

Dans les premières années d'une démarche d'animation, fonctionner en binôme d'animateurs semble primordial : soutien, complémentarité des points de vue, multiplicité des contacts, diversité des rencontres (mixité, culture...), encouragement, analyse et diagnostic partagés, approche des partenaires, du territoire, connaissance et reconnaissance avec et par les habitants, relecture, stratégie jusqu'à ce qu'un groupe fonctionne régulièrement.

Par la suite, on peut envisager qu'un animateur accompagne seul un groupe d'habitants, voire plusieurs, s'il est en lien fort avec une vie d'équipe qui favorise la supervision, la réflexion, l'analyse, la stratégie et la prise de recul.

Pour qu'un binôme fonctionne, il faut un minimum vital.

- Une vision commune sur :
 - La finalité
 - La démarche d'animation
 - La méthodologie
- Un contrat entre les deux avec révision, évaluation, adaptation régulières.
- Une certaine affinité, authenticité entre les deux personnes.

Sans chercher la perfection (qui n'est pas de ce monde !), sans poser des exigences maximalistes au préalable, il faut bien des bases communes, clairement énoncées pour se risquer dans une aventure qui s'effectue dans des conditions difficiles et souvent insécurisantes.

BIBLIOGRAPHIE...

Voici quelques ouvrages dont nous avons pris connaissance
et dont nous recommandons la lecture...

- **Savoir vivre ensemble.** Agir autrement contre le racisme et la violence.
 - Charles Rojzman Ed. Syros
- **Face à l'insécurité sociale.** Désamorcer les conflits entre usagers et agents des services publics.
 - Suzanne Rosenberg et Marion Carrel Ed. La découverte
- **La démarche Cause Commune : pour une approche renouvelée des quartiers « relégués ».** Le travail social communautaire : un processus d'ajustement permanent aux dynamiques des quartier.
 - Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Mémoire d'Anthony Billaud.
- **Faire la ville autrement.** La démocratie et la parole des habitants.
 - Patrick Norymberg Ed. Yves Michel
- **L'économie sociale et solidaire.** S'associer pour entreprendre autrement.
 - Danièle Demoustier Ed. Syros
- **Manuel de l'animateur social.** Une action directe non violente.
 - Saul Alinsky Ed. Le Seuil
- **Construire des actions collectives : développer des solidarités.**
 - Bernard Dumas et Michel Séguier Ed. Chronique Sociale
- **Pédagogie des opprimés.**
 - Paulo Freire Ed. Maspero
- **Les mots sont des fenêtres.** Initiation à la communication non-violente.
 - Marshall B. Rosenberg Ed. La Découverte
- **L'indien qui est en moi.** Itinéraire d'un psychiatre brésilien
 - JP Boyer et Adalberto Barreto Ed. Descartes & Cie

*Nous remercions l'Office d'HLM ACTIS
pour sa contribution à l'impression de ce rapport.*